



PRÉFET DE LA VENDÉE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

Affaire suivie par : **Florian MARCHANT**

La Roche sur Yon, le 12 décembre 2023

Unité départementale de la Vendée
florian.marchant@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.72.74.78.20
N/Réf : D23.0532

Objet : Réexamen et mise en conformité au titre de la directive IED

Monsieur le Directeur,

Vos installations, exploitées aux Herbiers, sont visées par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principal 3642 et du BREF principal FDM. Le périmètre IED correspond au périmètre des installations visées par les prescriptions de votre arrêté préfectoral complété. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 15 juin 2022 un dossier de réexamen IED, complété en dernier lieu le 4 décembre 2023. Un mémoire justificatif de la non nécessité d'un rapport de base a été remis en février 2016.

Après examen de l'inspection des installations classées, je vous informe que le dossier transmis peut être jugé complet et recevable. En effet, il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R.515-71 et R.515-72 du Code de l'Environnement.

Considérant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, au plus tard le 4 décembre 2023 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles applicables ;

Considérant la demande d'aménagement aux meilleures techniques disponibles applicables n°1 (mise en place d'un système de management environnemental) et n°9 (éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et/ou à fort potentiel de réchauffement planétaire) ;

**OUEST BOULANGÈRE
10 RUE OLIVIER DE SERRES
85500 LES HERBIERS**



Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h15
Tél. : 02.72.74.78.20
Adresse : Cité Travot – 10 rue du 93ème RI, 85000 La Roche sur Yon
Mél : ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Considérant le bon de commande pour la mise en conformité vis-à-vis de la MTD n°9 sous un délai de 6 mois à compter de l'entrée en vigueur des MTD, soit avant le 4 juin 2024 ;

Considérant les mesures compensatoires prévues dans l'attente de la mise en conformité vis-à-vis de la MTD n°9 ;

Considérant par conséquent que la demande d'aménagement à la MTD n°9 apparaît recevable ;

Considérant l'engagement initial d'une mise en conformité à la MTD n°1 à l'échéance réglementaire du 4 décembre 2023, engagement remis en cause dans les compléments remis en décembre 2023 ;

Considérant d'une part l'existence d'un système de management de la qualité intégrant déjà en partie l'environnement, et d'autre part la connaissance, par l'exploitant, de l'exigence depuis plus de 18 mois de la mise en place d'un système de management de l'environnement (SME) ;

Considérant enfin que la MTD n°1 prévoit que « *Le niveau de détail et le degré de formalisation du SME sont en rapport avec la nature, la taille et la complexité de l'installation, ainsi qu'avec ses diverses incidences environnementales possibles.* » ;

Considérant par conséquent que la demande d'aménagement de la MTD n°1 n'est pas recevable ;

Considérant que l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, fixe les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution 2019/2031 de la commission européenne, sans préjudice des prescriptions fixées par les arrêtés préfectoraux en vigueur encadrant l'exploitation de vos installations ;

Considérant l'absence de demande de dérogation aux prescriptions de l'arrêté du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.

Votre demande d'aménagement de la MTD n°1 relative à la mise en place d'un système de management de l'environnement est rejetée.

Votre demande d'aménagement temporaire de la MTD n°9 (éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et/ou à fort potentiel de réchauffement planétaire) est acceptée sous les conditions suivantes :

- l'établissement sera conforme à la MTD n°9 avant le 4 juin 2024 ;

- dans l'attente de cette mise en conformité, les mesures compensatoires suivantes sont mises en œuvre :
 - contrôle mensuel de l'étanchéité des équipements concernés,
 - mise à disposition de l'inspection d'un bilan trimestriel des résultats des contrôles d'étanchéité de chaque équipement et des fiches d'intervention associées,
 - réparation des éventuelles fuites dans les 48 h ou mise à l'arrêt de l'équipement concerné.

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôle conformément aux articles L. 514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Je vous rappelle par ailleurs que l'arrêté ministériel du 27 février 2020 précité s'applique de plein droit à vos installations depuis le 4 décembre 2023, à l'aménagement temporaire de la MTD n°9 près.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet par délégation
Pour la directrice
L'adjointe à la cheffe de l'unité départementale



Karine BIZARD

Copie à : Préfecture de la Vendée